

Chantier: Evaluation et indicateurs d'une socio-économie solidaire Page de lancement

Au-delà du culte de la croissance : une évaluation plurielle des facteurs de richesse pour construire un modèle de développement solidaire et durable

L'économie solidaire est en train de passer du stade d'alternatives localisées et sectorialisées qui viennent combler une insuffisance du système économique dominant à celui d'une autre manière de vivre l'économie qui met l'humain au cœur. C'est ainsi que l'Alliance a choisi de parler de socio-économie solidaire.

La socio-économie solidaire s'est illustrée par des approches alternatives de services (à la personne, aux habitants, aux familles, aux personnes âgées et aux jeunes, etc ...), de financement et d'épargne (microfinance, finances solidaires), de distribution (commerce équitable, consommation éthique), de production (durable et propre), d'échange (monnaies locales et sociales, systèmes d'échanges locaux), de nouvelles relations entre l'Etat et la société civile (contractualisation, conventionnement et agrément, délégation de services, ...). Mais en l'absence d'une vision commune, les risques d'éparpillement et de banalisation de la socio-économie solidaire s'amplifient, chaque secteur cherchant son créneau suivant des logiques de rattrapage et d'adaptation au marché ou à l'Etat.

Mais les acteurs et entreprises de l'économie solidaire sont-ils réellement à même d'inscrire leurs activités dans un projet de société, de proposer un autre modèle de développement? Si tel est bien le cas, la nécessaire valorisation des performances économique et sociale de la socio-économie solidaire ne doit pas faire l'impasse d'une critique de la société de marché où le développement est réduit à la croissance du PIB, où la société par capitaux est la seule organisation économique légitime et où le marché est l'unique principe efficace pour produire, échanger et distribuer les richesses.

Le rôle de l'évaluation est déterminant dans la construction du modèle de développement à condition que soit reconnue la dimension politique de l'évaluation, qui est d'abord un débat sur les finalités de l'activité de production, de consommation et de distribution de la richesse¹. Comme le rappelle Patrick Viveret, « définir l'évaluation comme une délibération sur les valeurs, ce qui correspond à l'étymologie du terme, c'est refuser de la réduire à un simple exercice de mesure, lui-même référé aux catégories dominantes d'un économisme qui a coupé ses liens avec l'éthique et le politique. La question des indicateurs qui relève des outils ne peut donc être l'étymologie de celle des critères qui relève du débat sur les fins »². « Dans cette optique, les démarches évaluatives peuvent permettre de mieux saisir la spécificité de la socio-économie solidaire et, notamment, les conditions à réunir pour que les initiatives qui s'en réclament s'inscrivent dans un nouveau modèle de développement contribuant à rendre l'économie et la société plurielles et démocratiques »³.

Cet objectif plus global passe aujourd'hui par la capacité à faire évoluer les représentations dominantes de l'économie, des pouvoirs publics comme de l'opinion.

¹ Bouchard M., Dumais L., « Rapport sur les enjeux méthodologiques », document de travail coopération France-Québec en économie sociale et solidaire, mai 2001.

² Viveret P., *Reconsidérer la richesse*, rapport d'étape, février 2001.

³ Bouchard M., Bourque G L., Levesque B. avec la collaboration de Desjardins E., *L'évaluation de l'économie sociale dans la perspective des nouvelles formes de régulation socio-économique de l'intérêt général*, Cahier du CRISES n°13, octobre 2000.

L'ambition des acteurs de l'économie solidaire d'être porteurs d'un autre modèle de développement dépend de leur capacité à faire évoluer les représentations de l'économie et de la richesse au-delà du marché et de la croissance. L'enjeu est double : montrer en quoi les initiatives et réseaux d'économie solidaire procurent des bénéfices collectifs spécifiques à la société d'une part et comment ils contribuent à une autre représentation de l'économie d'autre part. C'est pourquoi l'évaluation de ce qui constitue la richesse d'une société est cruciale tant sur les critères et modalités d'évaluation du bien commun (qu'est-ce que la richesse d'un territoire ?) que sur les indicateurs propres à l'économie solidaire (Comment l'apprécier ? Comment la mesurer?)

Types de critères et d'indicateurs

Dans ce contexte, il faut distinguer deux types d'indicateurs, qu'ils soient quantitatifs ou qualitatifs:

1/ Des indicateurs d'"identification" (pour reprendre la nomenclature d'Amartya Sen) qui tente de rendre compte de la spécificité de l'activité, de son appartenance à cette "autre économie" de manière à comprendre mieux les caractéristiques spécifiques de la socio-économie solidaire et surtout, quelles sont les conditions qui doivent être réunies pour que les initiatives qui s'identifient à celle-ci, contribuent à un nouveau modèle de développement, condition pour une économie et une société plus plurielles et démocratiques. Basés sur l'expertise de la collectivité impliquée dans son élaboration, ces indicateurs doivent constituer un apport pour une nouvelle cohérence culturelle et de comportements à l'intérieur des territoires. Par exemple, participation des clients dans la prise de décisions des Institutions de microfinances, mutualisation des ressources qu'elles soient marchandes, non marchandes et non monétaires dans une communauté, etc.

2/ Indicateurs d'"agrégation" qui permettent de comparer l'activité économique solidaire et l'activité dominante, rendant ainsi visible son importance et son impact. C'est seulement de cette manière que nous parviendrons à provoquer les changements dans les représentations dominantes de l'économie, les pouvoirs publics et l'opinion. Ces indicateurs peuvent se baser à la fois sur des évaluations participatives à partir des indicateurs conventionnels qui existent déjà et constituer ainsi d'intéressantes variantes en terme d'évaluation des activités.

Processus d'élaboration des critères et des indicateurs

Le processus de détermination des critères et des indicateurs doit être en adéquation avec les finalités sociales et le fonctionnement démocratique généralement revendiqués par le milieu de la socio-économie solidaire. D'où une préférence pour les démarches d'évaluation participative et négociée dont l'efficacité repose sur une réappropriation et redéfinition du projet collectif, des modalités de gestion et des résultats de l'activité par les parties prenantes et une mise en débat public des résultats avec les pouvoirs publics et les partenaires. Il s'agit d'éviter 2 pièges : celui de l'auto-légitimation des acteurs à travers une auto-évaluation fermée, celui du contrôle comptable des pouvoirs publics et des bailleurs par une procédure d'expertise externe.

Le processus d'élaboration des indicateurs doit partir des pratiques et du terrain pour qu'ils aient toute leur pertinence. Il faudra aussi un peu de réflexion théorique. Le processus sera donc un va et vient permanent entre réflexion en chambre et application sur le terrain.

Ce nouveau chantier risque, donc, d'être un peu différent des précédents, car il pourrait allier travail de recherche théorique, travail de recherche appliquée, étude de cas, et groupe

d'échange, réflexion et synthèse. De plus le processus du chantier "Indicateurs" sera étroitement lié avec celui du chantier transversal "Vision" et travaillera directement avec les chantiers du PSES déjà identifiés "Finances Solidaire", "Femmes et Economie", "Commerce Equitable" et "Monnaie Sociale", ainsi que d'autres chantiers de l'Alliance.

Mise en débat et promotion des critères et indicateurs

Dans toute la démarche, il faudrait penser qu'en fin de compte les indicateurs doivent servir la cause de la socio-économie solidaire et convaincre les décideurs et les institutionnels ou du moins les influencer dans leurs propres pratiques. Cet élément doit être pris en compte tout au long du travail d'élaboration.

Nous vous invitons cordialement à participer activement à ce chantier.